

Société 1818 France

Compte rendu
Réunion autour de Christian Fauliau

date : 21 mars 2023,

lieu : chez Armand Rioust de Largentaye, 10 rue François Miron, 75004 Paris

présents : Monique Amaudry, Jean Baneth, Jean-François Barres, Patrice Dufour, Olivier Lafourcade, Olivier Lambert, Aleksandra Trzeciak, Claude Duval, Patricia Lamarche, Armand Rioust de Largentaye

exposé : « Une approche institutionnelle du développement agricole et rural », Christian Fauliau (résumé en annexe)

Christian Fauliau estimait que la Banque mondiale, dans ses interventions, ne faisait pas preuve d'une bonne approche institutionnelle. La récente évaluation ex-post du Projet d'appui aux 5 grandes filières agricoles de Côte d'Ivoire lui permettait de caractériser les défaillances (cf. annexe). Une bonne approche institutionnelle reposait, selon Christian, sur une gestion collégiale réunissant les parties prenantes, sans interdire (comme y incitaient les procédures de la Banque), la continuité entre les équipes de préparation et celles de la mise en oeuvre du projet ou du programme.

Christian a aussi critiqué l'approche technocratique des cadres de la Banque – souvent jeunes (*the best and the brightest*) – sans connaissance des réalités ethnographiques et sociologiques du terrain. Le résultat était que la Banque ne soutenait pas les institutions démocratiques locales, quand elle ne s'en défiait pas, s'agissant notamment des institutions décentralisées. Dans cet esprit, Christian reprochait à la Banque mondiale de ne pas valoriser les ressources humaines locales.

Particulièrement sévère envers Daniel Benor (conseiller agricole recruté par R. McNamara), Christian a évoqué la critique de Daniel Benor qu'il fit en tête-à-tête à J. Wolfensohn (président de la Banque de 1995 à 2005) en visite en Côte d'Ivoire, et son refus de travailler avec D. Benor. Sa critique visait particulièrement le coût du « système Benor », et son caractère non durable et « *top-down* », contraire à l'approche décentralisée.

Par ailleurs, Christian a évoqué la difficulté créée par la corruption répandue dans les pays africains, ainsi qu'en Haïti. Il a estimé que l'exigence de transparence était généralement négligée dans les institutions financées par la Banque. Celle-ci se contentait d'audits formels.

Dans la discussion, Armand de Largentaye, qui a côtoyé Daniel Benor il y a 35 ans en Afrique orientale et au Zaïre, aujourd'hui République démocratique du Congo, a fait valoir les succès spectaculaires des interventions inspirées par Daniel Benor, notamment au Kenya et au Zaïre. Selon lui, Daniel Benor savait s'allier les compétences et les institutions locales.

Armand a fait valoir qu'il n'y avait pas de meilleure formation que celle qui résultait de la mise en oeuvre méthodique du service agricole (la vulgarisation) sur le terrain. Cette formation était assurée moyennant une méthode précise, intensivement supervisée, la fameuse « *Training and Visit* » (T&V). L'application de cette méthode ne réussissait cependant pas à mobiliser les

chercheurs, plus soucieux de publication que de travail de terrain en dehors du milieu contrôlé d'une station de recherche.

Il est vrai, Daniel Benor réussissait particulièrement avec des « paquets technologiques » simples, en l'occurrence la maîtrise de la culture du maïs hybride. Dans ces conditions, les paysannes et les paysans, quelle que soit leur condition, illettrée ou non, n'avaient aucun mal à percevoir le profit qu'ils pouvaient tirer d'une culture conduite à son niveau optimal de densité, 55.000 pieds/ha.

Cependant, au Rwanda, comme indiqué par Jean-François Barrès, les systèmes agricoles étaient plus complexes, combinant plusieurs cultures sur le même champ pour intensifier la production. Dans ces conditions, les résultats étaient plus difficiles à faire apparaître. En Inde, Jean Baneth observait que Daniel Benor réussissait dans les régions du Nord où les services agricoles étaient désorganisés, tandis qu'au Sud, où l'organisation pré-existait et fonctionnait, il était moins bien reçu.

Armand estimait que le coût du T&V était inférieur à celui des autres systèmes de vulgarisation pourvu que ce coût soit rapporté à la population concernée. Mais la pérennité du financement restait certes une difficulté car les pays pauvres n'avaient généralement pas les moyens de financer un système même bon marché. Pour Olivier Lafourcade, la dépendance au financement extérieur était mieux gérée en Amérique latine, avec des financements extérieurs versés au budget général de l'Etat. Celui-ci conservait ainsi, au-delà des apparences, sa souveraineté budgétaire.

Résumé

Pour une approche institutionnelle du développement agricole et rural

par Christian Fauliau

- 1985-1995: Les Projets de Vulgarisation Agricole (PVA). Une stratégie coûteuse pour les pays d'Afrique de l'Ouest avec des résultats peu probants. Une des causes principales, avoir présenté une méthode de vulgarisation comme un système de vulgarisation.
- 2022. Evaluation post projet d'appui aux 5 grandes filières agricoles de Côte d'Ivoire. Nouveau constat de la faiblesse de l'analyse et appui institutionnel entraînant une rapide dégradation des acquis.
 - L'incapacité à capitaliser dans les structures de l'Etat.
 - La grande faiblesse des connaissances concernant les mécanismes de structuration des organisations professionnelles agricoles.
 - Les difficultés à promouvoir des structures de gestion collégiale.
- 1994 - 2023. La construction et la durabilité d'institutions pérennes pour les services agricoles en Côte d'Ivoire.
 - Deux exemples l'Agence Nationale pour le Développement Agricole et Rural (ANADER) et le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)
 - Priorité à l'approche institutionnelle dans la préparation et le suivi.
 - 30 ans et 20 ans de gestion collégiale, décentralisée et transparente.
- Le cas Haïtien et l'effondrement des institutions.
 - L'incapacité des OI à supporter les institutions fondamentales pour la démocratie.
 - L'in vraisemblable croyance que la société civile et les ONG peuvent seules promouvoir le développement.
 - L'extrême faiblesse de l'appui à la décentralisation.
- La lutte contre la corruption.
 - Une croyance démesurée dans le rôle des audits pour lutter contre la corruption
 - La gestion de l'argent public doit être publique. Aucune des OI n'en tient compte alors que la transparence est le meilleur outil de lutte contre la corruption.
 - La valorisation des ressources humaines est toujours aussi défailante, elle se limite toujours majoritairement au renforcement des capacités techniques.
- Conclusion.

- Les institutionnalistes sont indispensables dans les équipes de préparation et de suivi des projets.